



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES FORÊTS

VINGTIÈME SESSION

Rome (Italie), 4-8 octobre 2010

POSSIBILITÉS NOUVELLES ET DÉFIS ÉMERGENTS DANS LES DOMAINES DE LA FINANCE ET DE LA GOUVERNANCE FORESTIÈRE

Défis émergents dans le contexte du changement climatique et possibilités nouvelles, dont REDD plus

1. Des négociations sont en cours sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour établir les nouveaux engagements de tous les pays au titre de la Convention, et définir les arrangements faisant suite au Protocole de Kyoto concernant les engagements des pays industrialisés en matière de réduction des émissions.
2. L'Accord de Copenhague, élaboré à titre provisoire lors de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre (COP-15), tenue à Copenhague en décembre 2009, donne d'importantes indications politiques pour les négociations en cours. Les points saillants de cet accord sont notamment la reconnaissance de la nécessité de contenir la hausse des températures mondiales dans la limite de 2°C, et l'engagement pris par les pays développés de mobiliser conjointement 30 milliards d'USD pour la période 2010-2012 et 100 milliards d'USD par an d'ici 2020 pour aider les pays en développement à mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation.
3. La Convention-cadre devrait mener ses négociations à terme durant la COP-16 qui se tiendra au Mexique en novembre/décembre 2010, et adopter un cadre d'action mondial face au changement climatique. Ce dispositif comprendrait notamment des objectifs et des interventions d'atténuation, un ensemble de mesures d'adaptation, un cadre de renforcement des capacités, un nouveau mécanisme d'appui technologique, des arrangements financiers, et un système d'incitation visant à favoriser des mesures d'atténuation axées sur les forêts. L'aboutissement des négociations pourrait avoir des répercussions importantes sur les forêts et leur gestion, en favorisant la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation axées sur les forêts, notamment grâce à la fourniture d'une aide financière et technologique aux pays en développement et au renforcement des capacités.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

4. Depuis 2005, la Convention-Cadre étudie l'établissement d'un instrument permettant de fournir des incitations financières aux pays en développement pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD). Actuellement, le champ d'application du mécanisme proposé couvre la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, la gestion durable des forêts, la conservation des stocks de carbone forestier et leur renforcement. L'ensemble de ces mesures constitue le mécanisme « REDD plus ».

5. Les incitations positives prévues par la Convention-cadre pour favoriser l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, peuvent donner un élan décisif à la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts¹, partout dans le monde, et contribuer à endiguer la perte et la dégradation des forêts et de leurs services écosystémiques dans les pays en développement. Les efforts déployés dans le monde entier pour assurer une gestion durable des forêts engendrent un patrimoine de connaissances, de données d'expérience, d'indications sur les meilleures pratiques, d'outils, de mécanismes et de partenariats, qui peut être mis à profit pour relever les défis du changement climatique, dont REDD plus. La gestion durable des forêts fournit un cadre pour le traitement intégré des enjeux liés au changement climatique, à la recherche de nouveaux moyens d'existence et à la conservation. Les efforts d'adaptation et d'atténuation devraient être en synergie avec d'autres objectifs locaux et nationaux de gestion forestière et avec les engagements internationaux relatifs aux forêts.

6. Des études antérieures ont suscité des attentes quant au rôle potentiel des forêts dans l'atténuation des effets du changement climatique². Les débats et les discussions qui ont suivi aux niveaux national ou international ont souvent montré que les considérations d'équité et de justice étaient également importantes dans le cadre des efforts consentis par les pays pour mettre les forêts au service de l'atténuation des effets du changement climatique. De leur côté, au moment de la définition des investissements relatifs à l'adaptation au changement climatique, les gouvernements sont aux prises avec la question du partage des coûts et des avantages. Ces divers aspects font valoir les éléments de politique et de gouvernance inhérents à la formulation de stratégies nationales d'adaptation au changement climatique, compte tenu du rôle qui est attendu des forêts. La participation des parties prenantes et leur engagement sur la base d'un consentement préalable donné librement et en connaissance de cause, sont considérés de plus en plus souvent comme un point de départ pour l'élaboration de politiques et de programmes durables. Les efforts intenses qui ont été déployés jusqu'à présent pour assurer le suivi de l'état des forêts dans le contexte du changement climatique et faire rapport à ce sujet devraient donc être renforcés par des investissements adéquats dans l'examen des politiques et le renforcement des capacités d'administration et de gouvernance forestières pour une gestion durable des forêts.

7. La FAO aide les pays membres à mettre en œuvre une gestion durable des forêts, et cela dans le cadre d'un programme global couvrant la plupart des aspects relatifs à la gestion et à la conservation des forêts, les dimensions environnementales et économiques de l'exploitation des forêts, ainsi que l'économie, les politiques et les institutions forestières. Parmi les éléments clés de ce programme, on peut indiquer le soutien apporté à l'élaboration de programmes forestiers nationaux aux fins d'une coordination intersectorielle renforcée; la réalisation d'études analytiques et prospectives portant sur divers aspects des forêts et du changement climatique;

¹ La Résolution 62/98 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2007, donne de la gestion durable des forêts la définition la plus largement convenue au niveau intergouvernemental. Elle définit cette gestion comme étant un « concept dynamique et en évolution (qui) vise à maintenir et à renforcer les valeurs économiques, sociales et écologiques de tous les types de forêts, pour le bien des générations présentes et futures », et invite les pays à examiner les éléments thématiques suivants en tant que cadre de référence pour la gestion durable des forêts: i) étendue des ressources forestières; ii) diversité biologique des forêts; iii) santé et vitalité des forêts; iv) fonctions productives remplies par les ressources forestières; v) fonctions de protection remplies par les ressources forestières; vi) fonctions socioéconomiques des forêts; et vii) cadre juridique, politique et institutionnel.

² *Stern Review of the Economics of Climate Change*. HM Treasury, Londres

l'élaboration de directives pour l'intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles; et le soutien fourni aux activités nationales en matière de bonne gouvernance et d'application des lois forestières. Des travaux concrets visent à intégrer le changement climatique dans les pratiques forestières et à favoriser la mise en œuvre de pratiques optimales, notamment pour améliorer les moyens d'existence grâce à une gestion durable des forêts et lutter ainsi contre les causes sous-jacentes du déboisement et de la dégradation des forêts. La FAO a mis au point un solide programme de suivi et d'information sur les ressources forestières à divers niveaux, et a apporté un appui résolu aux pays dans ce domaine. Ces activités ont été menées à bien en mobilisant le tissu institutionnel de la FAO et en coopération avec les principaux partenaires de l'Organisation dans le cadre du Programme ONU-REDD, du Partenariat de collaboration sur les forêts et d'autres partenariats thématiques mondiaux. Une description détaillée de ces activités et des efforts de coopération mis en œuvre est présentée à l'Annexe 1.

8. Une série de recommandations, indiquées ci-après, ont été formulées sur la base des réalisations accomplies et des données d'expérience recueillies jusqu'à présent, et en tenant compte des avantages comparatifs de la FAO, afin d'encadrer l'appui fourni par l'Organisation aux États Membres dans le domaine des forêts et des arbres, dans le contexte de l'évolution du climat. Ces recommandations visent à apporter un soutien stratégique pour faciliter l'intégration des forêts dans les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique, le renforcement de l'échange d'information et de la coopération dans le domaine du changement climatique lié aux forêts, le soutien aux activités de suivi relatives aux forêts et au changement climatique, la mise en œuvre de pratiques optimales dans la gestion des forêts pour faciliter l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, et l'éradication des causes profondes du déboisement et de la dégradation des forêts.

9. **Le Comité souhaitera peut-être demander à la FAO d'apporter son appui aux efforts déployés par les pays pour renforcer les contributions potentielles des forêts et des arbres dans le cadre de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, y compris du mécanisme REDD plus, en axant plus particulièrement son attention sur les points suivants:**

Intégration des forêts dans les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique

- Aider les pays à réviser et adapter leurs politiques et programmes forestiers nationaux pour mieux répondre aux contraintes du changement climatique, et à les utiliser pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies REDD plus.
- Aider les pays à améliorer la gouvernance dans le secteur forestier, en s'appuyant notamment sur des indicateurs de gouvernance pour en évaluer et suivre les résultats.

Renforcement de l'échange d'information et de la coopération dans le domaine du changement climatique lié aux forêts

- Diffuser des informations sur les éléments nouveaux relatifs aux forêts dans le cadre des négociations de la Convention-cadre, et leurs incidences pour une gestion durable des forêts.
- Fournir des informations techniques et de politique générale sur les forêts et le changement climatique.
- Encourager la coopération régionale sur les forêts et le changement climatique, en collaboration avec les commissions régionales des forêts, et par la mise en place de réseaux, de centres d'échange et de programmes d'appui technique régionaux.

Soutien aux activités de suivi relatives aux forêts et au changement climatique

- Renforcer les capacités des pays pour un suivi et une évaluation intégrés des forêts.
- Harmoniser les directives en matière de suivi et d'évaluation intégrés.
- Produire des informations de référence sur l'état des forêts, la surface forestière et l'évolution du taux de déboisement, aux niveaux mondial, régional et des biomes, dans le cadre d'une prospection mondiale par télédétection.

Mise en œuvre de pratiques optimales dans la gestion des forêts pour faciliter l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets

- Renforcer les capacités des pays à mettre en application les directives existantes, à formuler de nouvelles directives lorsque la couverture est insuffisante, et à adapter les directives mondiales aux conditions nationales.
- Renforcer les capacités des pays à appliquer les pratiques optimales et les connaissances acquises en matière de gestion durable des forêts, pour faciliter l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.
- Renforcer les réseaux pour permettre la mise en commun de pratiques optimales aux fins de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets.

Éradication des causes profondes du déboisement et de la dégradation des forêts

- Aider les pays, à leur demande, à définir plus clairement les dispositions du régime forestier.
- Aider à intégrer le mécanisme REDD plus et les stratégies connexes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, dans les processus de budgétisation et de financement.
- Évaluer et renforcer les possibilités d'intégration de REDD plus avec d'autres mécanismes de paiement pour services écosystémiques.
- Mettre au point des méthodes et des outils pour favoriser la participation des communautés locales et assurer une répartition équitable, entre les parties prenantes, des avantages dérivant des mesures d'atténuation.
- Faire intervenir le secteur des produits forestiers dans les débats relatifs aux activités d'atténuation et d'adaptation dans le domaine des forêts.

Annexe 1

Activités de la FAO concernant la gestion durable des forêts et le changement climatique

1. La FAO fournit des informations sur les forêts et la foresterie, apporte un soutien technique direct aux pays dans le cadre de projets et de programmes, élabore des directives sur les meilleures pratiques, met au point des outils techniques, renforce les capacités des pays, catalyse la coopération régionale et internationale, et offre une tribune neutre pour le dialogue, le débat et l'échange d'informations. Elle travaille directement avec les pays, avec les processus sous-régionaux, régionaux et internationaux, ainsi que dans le cadre de nombreux partenariats et programmes de collaboration. On trouvera ci-dessous un exposé des activités menées par la FAO dans le domaine des forêts et du changement climatique, et un rappel des mécanismes et structures dont l'Organisation dispose pour faciliter ces initiatives.

Renforcement des cadres stratégiques relatifs aux forêts: programmes forestiers nationaux

2. La FAO facilite l'élaboration et la mise en œuvre de programmes forestiers nationaux dans 70 pays et organisations régionales. Ces programmes représentent la synthèse des politiques, des stratégies, des lois et des arrangements institutionnels qui régissent l'exploitation et la gestion des forêts. Dans l'idéal, ils sont le fruit d'un processus faisant intervenir le gouvernement, les parties prenantes et la société civile dans la planification des objectifs relatifs aux forêts et l'établissement d'un plan d'action concerté pour les réaliser. En visant à favoriser une participation active de toutes les communautés et parties prenantes intéressées, le processus des programmes forestiers nationaux permet d'assurer une plus grande transparence dans la prise des décisions relatives aux forêts et dans le partage des avantages. Ces programmes cherchent à renforcer la coordination intersectorielle et contribuent à des objectifs de développement plus généraux. Ils constituent un instrument idéal pour la formulation de stratégies forestières liées au changement climatique. La FAO aide les pays à élaborer et mettre en œuvre des programmes forestiers nationaux, axés notamment sur le renforcement des capacités et la formulation de cadres politiques, juridiques et réglementaires appropriés. Ce soutien est fourni au titre du programme ordinaire de la FAO, de fonds fiduciaires et d'un dispositif multipartenaires, le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux.

Études mondiales et régionales sur le secteur forestier, les forêts et le changement climatique

3. La FAO, en collaboration avec ses États Membres et d'autres institutions, produit une série d'études prospectives mondiales et régionales sur le secteur forestier, visant à évaluer les principaux facteurs de changement et les scénarios de développement à long terme. Ces publications présentent une analyse de ces facteurs, notamment des changements démographiques, économiques, politiques, institutionnels, environnementaux et technologiques, dégagent de nouveaux scénarios et donnent une vue d'ensemble de l'incidence des différents scénarios sur les forêts et la foresterie. Les études prospectives mondiales et régionales, ainsi que divers documents de référence, fournissent un cadre utile pour l'analyse des potentialités et des contraintes dans la mise en œuvre, au niveau régional et national, de mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, comme par exemple le mécanisme REDD plus.

4. La FAO élabore actuellement trois documents sur les forêts et le changement climatique dans les régions Asie-Pacifique, Proche-Orient et Europe de l'Est/Asie centrale. Ces études analysent le rôle des forêts dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, dégagent les potentialités et les besoins dans ce domaine, et explorent les possibilités de coopération régionale.

5. La FAO effectue une analyse des potentialités offertes par les combustibles ligneux, en remplacement des combustibles fossiles, pour l'atténuation des effets du changement climatique. Une enquête mondiale et diverses études de cas par pays ont été publiées en 2010. Ces travaux devraient permettre d'aider les pays à mettre en place des mesures d'atténuation appropriées.

Intégration du changement climatique dans les politiques et les pratiques forestières

6. Face aux possibilités nouvelles et aux défis émergents liés au changement climatique, des ajustements dans les politiques, la législation, les institutions et les pratiques de gestion forestières peuvent s'avérer nécessaires. La FAO procède actuellement à l'élaboration de deux documents d'orientation destinés à aider les pays à répondre à leurs besoins en matière d'adaptation et d'atténuation, dont l'un porte sur les politiques³ et l'autre est axé sur les services de gestion forestière, en collaboration, dans ce dernier cas, avec l'Organisation internationale des bois tropicaux. Ces documents aideront les décideurs et les gestionnaires des forêts à définir et à mettre en œuvre les mesures d'adaptation et d'atténuation nécessaires au niveau des politiques et sur le terrain, respectivement. Au terme du processus d'élaboration de ces documents, en 2011, la FAO apportera son soutien aux pays qui souhaitent les utiliser pour dégager les changements nécessaires et les mettre en œuvre dans leurs politiques et leurs pratiques forestières.

7. Les politiques d'atténuation des effets du changement climatique qui intéressent les secteurs forestier et agricole, et misent sur des mécanismes de paiement pour services environnementaux (PSE), devront tenir compte des régimes fonciers, pour pouvoir prévoir, planifier et répartir les risques et les avantages de ces dispositifs. Le Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement et le Département des forêts de la FAO organisent une réunion d'experts sur les problèmes liés aux régimes fonciers et à l'atténuation des effets du changement climatique, qui se tiendra en novembre 2010. Cette initiative prévoit l'examen des questions et des contraintes foncières attachées aux politiques d'atténuation axées sur les terres, pour une action de sensibilisation dans ce domaine. Elle apportera également une contribution importante à la question des liens entre les régimes fonciers et l'atténuation des effets de l'évolution du climat, dans le cadre des travaux de l'Organisation sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles⁴.

Facilitation du respect de la législation forestière et d'une bonne gouvernance

8. Une bonne gouvernance et l'application des lois dans le secteur forestier constituent des incitations importantes pour une gestion durable des forêts et la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts. La FAO aide les pays à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des mesures appropriées pour lutter contre les activités forestières illégales, en encourageant l'adoption de pratiques optimales, un meilleur dialogue entre les parties prenantes et le renforcement de la collaboration régionale⁵. L'Organisation apporte actuellement son aide à 22 pays du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour la mise en application de mesures visant à renforcer la gouvernance forestière et à lutter contre l'illégalité dans le secteur forestier. La FAO, conjointement avec des partenaires, met au point une approche pratique pour le suivi de la gouvernance forestière au niveau national, qui est applicable dans divers contextes, dont REDD plus.

Mise en œuvre de pratiques optimales pour la gestion durable des forêts

9. La FAO dirige l'élaboration d'outils techniques et de politique générale destinés à aider les pays à mettre en œuvre une gestion durable des forêts, et qui intéressent directement l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Ces instruments sont notamment les suivants:

- Les codes d'usages en matière d'exploitation forestière en Asie (1999) et en Afrique (2005). Des codes nationaux ont été mis au point au Cambodge, au Laos et à Myanmar, sur la base du code défini pour l'Asie.
- Un guide pour la mise en œuvre de normes phytosanitaires dans le secteur forestier

³ Voir <http://www.nfp-facility.org/63721/en/>

⁴ Voir: <http://www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/en/>

⁵ Meilleures pratiques pour l'application des lois dans le secteur forestier (2005)

- Un manuel pour la collecte de données de terrain pour le suivi et l'évaluation des ressources forestières nationales
- Les « Recommandations volontaires pour la gestion des feux » (2006)⁶
- Le guide « Gestion responsable des forêts plantées: directives volontaires » (2006)
- Des lignes directrices pour de bonnes pratiques forestières et pastorales dans les zones arides et semi-arides du Proche-Orient (2009)
- Des lignes directrices pour la gestion durable des forêts dans les terres arides d'Afrique subsaharienne (2010)
- Des études de cas et meilleures pratiques en matière de gestion des forêts, y compris la conservation de la biodiversité dans les aires protégées et les forêts de production, la remise en état des terres dégradées et la lutte contre l'ensablement et la désertification
- Un manuel de référence sur la nouvelle génération de programmes et projets de gestion des bassins versants.

10. La FAO fournit un appui technique aux pays pour renforcer leurs capacités et les aider à définir les principales mesures à prendre pour une gestion durable des forêts et des arbres, à en fixer les priorités et à les mettre en œuvre. Les domaines couverts sont en particulier la gestion des feux, la gestion des forêts plantées, la gestion intégrée des bassins versants boisés, la gestion de la biodiversité forestière (y compris les ressources génétiques forestières et la faune sauvage) et la remise en état des paysages forestiers, notamment dans les zones arides, pour renforcer leur résilience au changement climatique et faciliter l'adaptation des populations tributaires des biens et des services forestiers.

Améliorer les moyens d'existence grâce à une gestion durable des forêts pour réduire le déboisement et la dégradation des forêts

11. Des millions de pauvres tributaires de la forêt, y compris les populations autochtones, n'ont souvent pas d'autre choix que de se livrer à des pratiques non durables d'utilisation des terres, qui favorisent le déboisement et la dégradation des forêts. La FAO préconise des politiques en faveur des pauvres⁷, et l'inclusion de la foresterie dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté⁸. Le soutien que l'Organisation apporte aux petites entreprises forestières dans plus de 20 pays aide les communautés pauvres et les groupements locaux à tirer des revenus de la forêt, les incitant ainsi à pratiquer une gestion durable. Par ailleurs, la FAO s'efforce d'intéresser les communautés locales à la gestion durable de leurs ressources sauvages, qu'elle soit axée ou non sur la consommation, dans le cadre de projets actuellement en cours d'élaboration en Afrique, au Proche-Orient et en Asie (Mongolie, Inde, par exemple).

12. La croissance des petites entreprises forestières est liée à la sécurité du régime forestier. La FAO préconise une plus grande diversification des systèmes pour améliorer l'accès des communautés locales aux ressources forestières, et reconnaître ainsi leur rôle crucial de gestionnaires des forêts à même de tirer des avantages économiques persistants de la gestion durable des forêts^{9,10}. Un guide pratique sur la réforme du régime forestier sera publié en 2010.

⁶ L'Alliance pour actions en gestion des feux a été constituée par 40 membres fondateurs lors de la quatrième Conférence internationale sur les incendies en milieu sauvage tenue en mai 2007, pour faciliter la mise en application des recommandations volontaires pour la gestion des feux et renforcer la collaboration internationale dans ce domaine. Un mécanisme similaire est actuellement en cours d'examen pour les forêts plantées.

⁷ Améliorer la foresterie pour réduire la pauvreté: manuel du praticien. FAO, 2006

⁸ Liens entre programmes forestiers nationaux et stratégies de réduction de la pauvreté. FAO. 2008.

⁹ *Tenure security for better forestry: Understanding forest tenure in South and Southeast Asia*. FAO. 2007.

¹⁰ *Tenure security for better forestry: Understanding forest tenure in Africa*. FAO, 2008.

13. Avec ses partenaires au niveau national, régional et international, la FAO procède à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un vaste programme de terrain dans les zones arides et semi-arides qui sont sous la double menace du changement climatique et de la pauvreté. Il s'agit notamment du projet Opération Acacia et du soutien apporté à l'initiative de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel en Afrique subsaharienne, d'interventions visant à réduire la pauvreté et de la lutte contre la désertification grâce à la gestion conjointe des bassins versants au Maroc et en Mauritanie, et à la gestion des bassins versants au Tadjikistan.

Suivi, évaluation et établissement de rapports sur les forêts

14. La surveillance des stocks de carbone forestier est nécessaire pour pouvoir établir des engagements relatifs au changement climatique dans le secteur forestier, et leur donner suite. D'importantes synergies peuvent être tirées de l'intégration de cette surveillance à l'ensemble des initiatives d'inventaire et de surveillance des forêts intéressant l'éventail complet des biens et services forestiers. La FAO assure la mise en œuvre de deux grands programmes aux niveaux national et international.

15. Surveillance et évaluation des forêts au niveau national: La FAO travaille en collaboration avec les pays afin de renforcer les systèmes nationaux de surveillance des forêts pour une collecte efficace et économique d'informations pertinentes, fiables et validées sur les ressources forestières, sur les changements dans l'affectation des terres et l'exploitation des forêts, et sur les utilisations et les utilisateurs de la forêt, et pour promouvoir l'utilisation de cette information dans les processus décisionnels et stratégiques nationaux, notamment pour les programmes forestiers nationaux. Il s'agit en particulier des informations nécessaires à la surveillance du carbone forestier, ainsi que pour l'adaptation de la gestion des forêts au changement climatique. Depuis 2001, la FAO a collaboré avec plus de 50 pays pour définir, établir et/ou mettre en œuvre des inventaires forestiers nationaux. Le programme prévoit un renforcement considérable des capacités et l'instauration d'une collaboration Sud-Sud, et aidera ainsi les pays non seulement à fournir des informations aux conventions du système des Nations Unies, aux processus internationaux (comme par exemple le Forum des Nations Unies sur les forêts) et à l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA), mais aussi à mieux répondre aux besoins en matière de surveillance du carbone attachés au programme REDD.

16. Évaluations des ressources forestières mondiales: La FAO procède tous les 5 à 10 ans à une évaluation des ressources forestières mondiales, et cela depuis 1946. Ce processus permet aujourd'hui de recueillir des données sur plus de 90 variables différentes dans 20 domaines clés liés à la situation et à l'évolution des ressources forestières et des biens et services forestiers. Le renforcement des capacités nationales en est un élément essentiel. À l'occasion de l'évaluation FRA 2010, la FAO a organisé divers ateliers de formation régionaux et mondiaux, et a aidé plus de 170 pays à donner des informations concernant l'évolution de la surface forestière, de la biomasse et des stocks de carbone, conformément aux normes internationales établies¹¹. Par ailleurs, l'Organisation met en place un système mondial de surveillance, par télédétection, des changements dans l'affectation des terres et l'exploitation des forêts, qui permettra d'améliorer sensiblement la connaissance des facteurs déterminants de ces changements, et de fournir à la communauté internationale les informations sur les forêts dont elle a besoin. Le processus participatif mis en œuvre permettra de renforcer considérablement les capacités des pays en leur donnant les moyens d'établir l'évolution des taux de déboisement dans le passé et d'en surveiller les tendances futures grâce à une méthodologie et un cadre communs. Les pays pourront ainsi tirer parti des mécanismes actuels et des potentialités futures au titre de la Convention-cadre et du Protocole de Kyoto.

¹¹ Recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en matière de bonnes pratiques pour le secteur de l'utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie (2003).

Sensibilisation et renforcement des capacités dans le secteur forestier

17. Dans de nombreux pays, la reconnaissance du secteur forestier dans le cadre des négociations sur le changement climatique et les forêts, y compris celles relatives au mécanisme REDD plus, est difficile. En outre, une meilleure compréhension de la fonction cruciale des forêts et des arbres dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets pourrait être utile aux négociateurs chargés des questions climatiques. La FAO s'efforce de faire mieux comprendre ce rôle et de fournir des informations pertinentes pour que les responsables de l'élaboration des politiques forestières puissent apporter une meilleure contribution au débat sur l'évolution du climat, et afin que les forêts soient dûment prises en compte dans les négociations.

18. La FAO a publié plusieurs documents techniques et de politique générale sur les forêts et le changement climatique, et elle diffuse un bulletin électronique mensuel, CLIM-FO-L. La question du changement climatique a été inscrite à l'ordre du jour des six réunions des commissions régionales des forêts de la FAO tenues en 2010, tandis que des sessions extraordinaires ou des séminaires en cours de session sur ce thème ont été organisés à l'occasion de cinq de ces réunions. La session actuelle du Comité des forêts et plusieurs de ses sessions antérieures ont fourni un cadre neutre pour l'examen des questions relatives aux forêts et au changement climatique.

19. Dans le cadre du Comité des questions forestières méditerranéennes *Silva Mediterranea*, la FAO a établi un partenariat avec la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ), les États Membres et les partenaires régionaux pour l'établissement d'un Partenariat de collaboration sur les forêts méditerranéennes, visant à renforcer le soutien social et politique à la gestion durable des forêts et aux services écosystémiques connexes, dans le contexte du changement climatique.

I. Structures et mécanismes institutionnels de la FAO au service des initiatives pilotées par les pays

20. Un certain nombre de structures et mécanismes de la FAO peuvent être utilisés pour soutenir l'action dans le domaine des forêts et du changement climatique, à savoir notamment:

- les réseaux techniques mondiaux et régionaux sur des thèmes liés aux forêts (incendies en milieu sauvage, espèces envahissantes, faune sauvage et aires protégées, évaluations des ressources forestières, conservation, gestion et régénération des forêts, etc.);
- les programmes sectoriels et les programmes portant sur des questions transversales (agriculture, développement économique et social, changement climatique, bioénergies, biodiversité, notamment), qui permettent à la FAO de traiter des questions intersectorielles;
- une vaste présence géographique (cinq bureaux régionaux, neuf bureaux sous-régionaux, cinq bureaux de liaison et 74 bureaux de pays), qui permet de soutenir l'action partout dans le monde, à divers niveaux;
- un réseau de spécialistes de l'évaluation des ressources forestières, actif dans 178 pays;
- le Comité des forêts et les six commissions régionales des forêts, qui se réunissent tous les deux ans et favorisent le débat aux niveaux mondial et régional et la coopération intrarégionale sur d'importantes questions relatives aux forêts;
- les organes statutaires, comme le Comité *Silva Mediterranea* dans le cadre duquel un partenariat de collaboration sur les forêts méditerranéennes, dans le contexte du changement climatique, est en cours d'établissement;
- les groupes techniques, comme le groupe de travail sur l'aménagement des bassins versants de montagne de la Commission européenne des forêts;
- les partenariats établis aux niveaux national, régional et mondial pour renforcer les approches multidisciplinaires et participatives (l'Alliance pour actions en gestion des feux, l'initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, TerrAfrica, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, le Partenariat de la montagne, l'Initiative de la faune sauvage pour l'Asie centrale et le Caucase, notamment);

- des bases de données et des dépôts d'information couvrant un large éventail de sujets (espèces envahissantes, incendies, forêts plantées, évaluation des ressources forestières, etc.) en rapport avec le mécanisme REDD plus; et
- divers moyens de communication (web, programme de publications, revues).

II. Travailler avec les partenaires pour une action coordonnée sur les forêts et le changement climatique

Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD)

21. Le Programme ONU-REDD est l'initiative de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement. Il a été lancé en septembre 2008 pour aider les pays en développement à se préparer en vue de la mise en œuvre des stratégies nationales du mécanisme REDD plus. Le Programme tire parti du pouvoir fédérateur et des compétences spécialisées de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

22. Le Programme apporte actuellement son appui aux activités de préparation à REDD plus dans neuf pays pilotes, couvrant l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine: Bolivie, Indonésie, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Viet Nam et Zambie. À ce jour, le comité directeur d'ONU-REDD a approuvé un financement total de 42,6 millions d'USD alloués à huit des neuf premiers pays pilotes du Programme. Ces fonds permettent de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies REDD plus nationales. Des programmes nationaux sont aujourd'hui en cours de mise en œuvre dans quatre des pays pilotes d'ONU-REDD (Indonésie, République démocratique du Congo, Tanzanie et Viet Nam).

23. Les fonds actuels sont destinés aux neuf pays pilotes du Programme, mais 13 autres pays ont été accueillis en tant qu'observateurs auprès de son comité directeur et ont pu avoir accès à de nombreux autres avantages d'ONU-REDD, notamment la mise en réseau, la participation à des ateliers régionaux et la mise en commun des connaissances, dans le cadre de l'espace interactif en ligne du Programme. Ces pays partenaires sont les suivants: Argentine, Cambodge, Costa Rica, Équateur, Îles Salomon, Kenya, Mexique, Népal, Nigéria, Philippines, République du Congo, Sri Lanka et Soudan. Des fonds supplémentaires ont été fournis par l'un des donateurs (Norvège). Trois nouveaux pays s'ajouteront au nombre des pays pilotes dans le courant de l'année 2010.

Cadre stratégique sur les forêts et le changement climatique du Partenariat de collaboration sur les forêts

24. Les quatorze membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF)¹² ont élaboré un « cadre stratégique concernant les forêts et le changement climatique » qui fournit une vision et une approche globales et intégrées pour les débats internationaux, pour un soutien accru aux initiatives nationales et locales sur les questions relatives aux forêts et au changement climatique, et pour un appui coordonné de la part des membres du PCF. Par cette stratégie, le PCF vise à montrer quel peut être le rôle positif des forêts dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, dans le cadre d'une gestion durable.

¹² Le PCF est un arrangement volontaire entre 14 organisations, institutions et secrétariats internationaux importants s'occupant des forêts, établi en application d'une résolution du Conseil économique et social des Nations Unies. Ces instances, qui gèrent toutes d'importants programmes sur les forêts, travaillent de concert à l'appui de la mise en œuvre des mesures convenues au niveau international et de la gestion durable des forêts, au profit des populations et de l'environnement.

Autres partenariats mondiaux

25. La FAO participe activement à d'autres partenariats stratégiques portant sur différents aspects des forêts et du changement climatique, notamment les suivants:

- le Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers
- le Réseau international des forêts modèles
- le Programme d'appui aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (Programme d'appui ACP-FLEGT)
- Le Partenariat de la montagne
- Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux.